

L'UNION DES COMORES :

Mission d'appui à la mise en œuvre du Projet de Filets Sociaux de Sécurité Résilients et Réactifs aux Chocs (P179291)

23 octobre au 5 novembre 2024

AIDE-MEMOIRE

I. INTRODUCTION

1. Une mission d'appui à la mise en œuvre du Projet de Filets Sociaux de Sécurité Résilients et Réactifs aux Chocs (P179291) s'est tenue du 23 octobre au 5 novembre 2024. Les principaux objectifs de la mission étaient de : (i) appuyer le Gouvernement dans la mise en œuvre des activités des activités dans le cadre du Projet Filets Sociaux de Sécurité Résilients et Réactifs aux Chocs (P179291) ; (ii) discuter de l'avancement de la mise en place du registre social unique et de la mise en œuvre des activités de renforcement institutionnel du secteur de la protection sociale, (iii) suivre la gestion globale du projet (questions fiduciaires, environnementales et sociales), et (iv) suivre la réalisation des recommandations formulées lors de la précédente mission.

2. L'équipe¹ de la mission tient à exprimer ses remerciements pour l'engagement et les échanges fructueux durant la mission et tient à remercier toutes les personnes rencontrées. Au cours de la mission, l'équipe a rencontré le Secrétaire Général du Gouvernement, le Chef de pôle du secteur social, le Ministre de la Santé et de la Protection sociale et son équipe, le Ministère du Genre et de la Solidarité, et l'Unité de Gestion des Projets Filets Sociaux (UGP-FSS) (liste en annexe 4).

3. Cet Aide-mémoire a été discuté lors de la restitution du 4 novembre 2024 avec le Gouvernement dirigé par Monsieur le Secrétaire Général du Gouvernement. La version finale de l'Aide-mémoire a été approuvée par la Direction de la Banque. La diffusion officielle sera *publique*.

II. INFORMATIONS GENERALES SUR LE PROJET

Tableau 1 : Données sur le projet

PFSS	Projet Parent Don IDA-D0320-KM
Date d'approbation	22 décembre 2022
Date de signature	23 décembre 2022
Date d'entrée en vigueur	14 février 2023
Date de clôture	30 juin 2027
Montant du Financement au moment de la signature (taux décaissement)	USD 30,5 millions
Montant décaissé	USD 20.0 millions ²
Montant non décaissé	USD 10.5 millions

4. Avancement global des activités :

Tableau 2 : Evaluation du Projet

Evaluation du Projet	Précédent	Actuel
Avancement dans la réalisation de l'ODP	S	S
Progrès global de la mise en œuvre	S	S
Comp 1 : Filets Sociaux et Résilience	S	S
Comp 2 : Renforcement de l'administration, du suivi et de la responsabilité sociale du filet de sécurité	S	S
Composante 3 : Renforcer la capacité institutionnelle pour la coordination du système de protection sociale	S	S
Composante 4 : CERC		

¹ La mission a été conduite par Madame Julia Rachel Ravelosoa (Economiste principale en protection sociale, Chargée de projet) et a été composée de Madame Maharavo Ramarotahiantsoa (Spécialiste principale en gestion financière), de Messieurs Faly Rakotomanana (Consultant en protection sociale et suivi évaluation), Mohamed Ibrahim Abdallah (Consultant en développement humain) et de Rindra Rakotoson (Assistant d'équipe). La mission a bénéficié aussi l'appui à distance de : Mesdames Herintsoa Rakotondrabe (Consultante en filets sociaux et infrastructures), Nantomiora Rakotoarison (Consultante en protection sociale), Vaniah Emode Andrianjaka (Ingénieure en environnement), Vololomboahangy Cooper Razafinjatovo (Spécialiste en développement social) et de Monsieur Miarana Razaf (Spécialiste en Passation de marchés), avec l'appui sur place de Mesdames Aida Amada (Chargée des Opérations), Sitti Fatouma Ahmed (Assistante de programme principale), Matoiri Boina Ramlat (Assistante d'équipe) et de Ahmed Mohamed Fatihya (Assistante d'équipe temporaire).

² Client Connection en date du 29 octobre 2024.

Gestion de projet	S	S
Passation de marchés	MS	S
Gestion financière	S	MS
Gestion des risques environnementaux	S	S
Gestion des risques sociaux – VBG	S	S
Risques [SORT]	M	M

*S=Satisfaisant ; MS=moyennement satisfaisant ; M=moyen

5. Performance globale : Le projet a progressé et est dans la bonne voie pour atteindre ses objectifs de développement. Les progrès sur les indicateurs de développement sont rapportés en annexe. Le taux de décaissement est passé de l'ordre de 31% en octobre 2023 à 53% le 24 avril 2024 et 66,5% en octobre 2024. Le taux de réalisation des activités est de 37% en moyenne : allant de 82% pour la composante 1, puis 43% pour la composante 3 et enfin 10% pour la composante 2. Après 20 mois de mise en œuvre, depuis la date d'entrée en vigueur, les activités progressent et sont implémentées de façon satisfaisante. Tenant compte du rythme de réalisation, le projet pourrait clôturer au plus tard en décembre 2026, au lieu de juin 2027, mais nécessitera probablement une réallocation de fonds entre les catégories de dépenses. Tenant compte des résultats positifs des activités de filets sociaux menées depuis 2015 jusqu'à maintenant, le Gouvernement a exprimé son souhait de continuer ces activités tournées vers la résilience et l'appui à l'inclusion économique menées actuellement.

A. COMPOSANTE 1

6. Transferts monétaires Sociaux (TMS) : La mise en œuvre opérationnelle de cette activité est terminée : 39.904 ménages ont pu bénéficier de cet appui contre un objectif de 33.000 ménages selon le cadre de résultat. Il faut rajouter à cela les ménages victimes de l'inondation de fin avril 2024, reconnue comme une catastrophe naturelle nationale, ce qui porte à 41203 le nombre total de ménages bénéficiaires de TMS, soit 24% supérieur à l'objectif. Le projet a pu créer un compte Mobile Money à chaque ménage bénéficiaire. La mission a convenu que les outils de réponses crises (manuels et questionnaires) seront mis à jour tenant compte des dernières leçons apprises.

B. COMPOSANTE 2

7. Sous-composante 2.1 : Activités de Résilience et d'inclusion économique et productive (ARIEP) : Tous les ménages bénéficiaires des ARIEP ont validé leur plan de résilience, à l'exception de 50 ménages pré-identifiés comme inaptes, dont le statut est en cours de vérification pour définir un modèle de formation et d'encadrement adapté. Les fonds ARIEP ont été entièrement transférés aux agences de paiement, et les paiements des bénéficiaires sont en cours, accompagnés de formations en gestion financière et comptable simple pour une utilisation rationnelle des fonds. Les agences de paiement rapportent que les ménages gèrent bien leurs fonds. Les plaintes reçues concernent principalement des rectifications de noms et des demandes d'accélération du traitement digital. Dans les six prochains mois, les priorités incluent la supervision des paiements, le renforcement du suivi et de l'encadrement des activités de résilience par ménage, ainsi que la mise en place d'un système de suivi de la qualité des interventions et de la redevabilité sociale. La création de projets de groupe est également prévue, avec une officialisation du statut des groupements locaux. Le plan de sortie sera mis à jour d'ici janvier 2025 pour intégrer cette vision. Par ailleurs, la mission a convenu que le projet évaluera la superficie de terres/terrains réhabilités/réaménagés dans le cadre de ARIEP au niveau de chaque village.

8. Sous-composante 2.1 : Stratégie de sortie des Activités de Réinsertion Socio-économique (ARSE) : La mission a recommandé la poursuite d'appui des ménages bénéficiaires des ARSE.

9. Sous-composante 2.2 Activités Argent contre Travail Résilient (ACTR) : La préparation des activités ACTR a bien avancé depuis la dernière mission : la liste définitive des bénéficiaires (5946) est arrêtée, les activités par village sont identifiées et les Plans d'aménagement communautaires (PAC) sont validés pour les 3 îles. Les AGEX ont démarré leur mission à la suite de la signature de leurs contrats, les Agences de paiement sont recrutées. Parallèlement, l'équipe technique a bénéficié des renforcements de capacités nécessaires en vue de la mise en œuvre des travaux et des mesures d'accompagnement. Le démarrage effectif des activités n'attend plus que la validation des fiches de filtration environnementale et sociale et la finalisation des Mémoires descriptifs des projets (MDP) en cours. Toutefois, il a été convenu avec l'UGP de choisir quelques villages pilotes pour chaque île comme prévu dans le Manuel d'exécution du projet, qui constitueront la première vague des ACTR. La planification et l'organisation des activités seront ainsi étudiés plus en détail pour ces premiers villages et serviront de base pour assurer la qualité des interventions. En effet, il faut rappeler que les ACTR diffèrent des ACT précédentes, avec un objectif de résilience

comme pour les ARIEP. Les MDP pour ces villages pilotes, ainsi que les conventions à signer avec les partenaires sur les formations techniques seront transmises à la Banque pour vérification et observations éventuelles avant la mise en œuvre. **Enfin, la superficie de terres/terrains réhabilités du programme ACTR sera évaluée au niveau de chaque village.**

10. Mesures d'accompagnement des Sous-composante 2.1 et Sous-composante 2.2: Les ménages ARIEP bénéficient de mesures d'accompagnement pour une bonne gestion des fonds et la promotion de leur bien-être. Depuis le lancement, ils ont participé à cinq sessions d'espaces de bien-être, menés par des mères et pères leaders (ML/PL). Ces sessions incluent des thématiques sur le bien-être familial, l'éducation parentale, et des activités pour les enfants. Les mères jouent un rôle clé en animant les activités d'éveil et de stimulation des enfants, en lien avec le plan de pérennisation des MACC. Des démonstrations culinaires seront prochainement intégrées pour renforcer les activités de développement de la petite enfance. Pour les ACTR, la mise en place des ML/PL a été faite, ainsi que la formation des personnels des AGEX et des ML/PL et des CPS sur les premières thématiques des MACC tandis que les sensibilisations seront programmées avec le démarrage des travaux ACTR. Pour assurer la continuité des activités dans les espaces de bien-être, le projet collaborera avec les bénéficiaires pour identifier un lieu de rencontre bimensuelle. D'ici le 31 décembre 2024, un modèle d'aménagement de sites et les modalités de mise en œuvre de l'aménagement de ces espaces de bien-être seront proposés, avec l'objectif d'avoir un espace de bien-être opérationnel d'ici mars 2025. Le projet identifiera le nom (en langue locale et en langue française) qui exprimera au mieux les espaces de bien-être et le rôle attribué aux mères et pères leaders. Une fois adoptée, ce seront ces appellations qui seront utilisées dans les communications.

11. Garderie Communautaire : La mise en place des garderies communautaires est un levier important pour favoriser l'emploi des femmes et donc leur autonomisation. Un travail d'analyse est en cours pour évaluer l'existant en matière de garde d'enfant mais aussi la faisabilité au profit des bénéficiaires du projet. Des collectes de données qualitatives ont été effectuées. Les premiers résultats montrent un intérêt au niveau des bénéficiaires du projet. Le rapport sortira mi-décembre et indiquera les éléments pour le lancement de quelques pilotes. La mission a insisté sur l'implication des bénéficiaires tout au long du processus afin d'assurer l'appropriation et la pérennisation.

12. La communication joue un rôle clé dans le soutien des actions de changement de comportement au niveau communautaire. Des priorités ont été définies pour la production de supports audio-visuels, en cours de lancement dans le cadre du PFSS-RRC, selon un plan de communication à valider d'ici le 31 octobre 2024. Chaque village bénéficiera d'une histoire de succès, mettant en avant les résultats et impacts du projet, en complément des réalisations vidéo du précédent financement.

C. COMPOSANTE 3

Sous-composante 3.1 : Renforcement de capacité institutionnelle

(a) Registre social et registre des bénéficiaires : La grande partie des activités pour l'élaboration du Registre Social (84%) est déjà réalisée : gestion des utilisateurs, gestion système, intégration des données ménages/individus, reporting, modules données administratives. La mission recommande de finaliser le module pour la détection des doublons, la création de l'identification unique, l'interopérabilité avec le MIS et d'autres structures. La stratégie et le module de mise à jour des informations dans le registre va être élaborés pour permettre de faire le suivi et l'évaluation des programmes. Il a été également recommandé de calculer et d'intégrer un seuil de vulnérabilité pour identifier les ménages vulnérables et faire fonctionner le module entrée/sortie des ménages dans le groupe de ménages vulnérables. Un protocole de validation des données est également à préparer : ceci inclut entre autres un test de cohérence et de qualité des données, la vérification de la méthodologie de collecte, ainsi que la vérification des variables de PMT. La continuité de la collaboration avec le consultant qui a développé la plateforme pour ce RSU est recommandée.

(b) Ancrage institutionnel de la protection sociale : La mission a pris connaissance du changement institutionnel intervenu : la dissolution du commissariat au genre et la solidarité, la création du Ministère en charge du genre, de la solidarité, et de l'information, et l'ancrage de la protection sociale au niveau du ministère de la santé et de la protection sociale. La mission a convenu avec le Gouvernement que le projet continuera de travailler avec les deux ministères qui seront donc représentés dans le comité de pilotage. Une mise à jour de l'arrêté de mise en place du Comité de Pilotage du projet serait nécessaire afin de refléter cette nouvelle structure. Les discussions avec le gouvernement ont montré la nécessité de réaliser un diagnostic pour présenter la situation de la protection sociale aux Comores et mettre en exergue les différents défis. Ceci est une étape clé dans la préparation de la stratégie nationale de protection sociale. Ces activités seront incluses dans le plan de travail 2025 sur le renforcement de capacité institutionnelle.

(c) La mission a noté l'engagement du ministère de la santé et de la protection sociale de travailler pour la création de la direction générale de la protection sociale ainsi que la finalisation du décret pour le renforcement de la coordination du secteur de protection sociale.

(d) **Mise à disposition de bâtiments administratifs :** Lors de la dernière mission en avril 2024, il a été convenu que le Gouvernement mettra à la disposition du projet de bâtiment administratif pour la Direction de Ngazidja de l'UGP-FSS. La mission encourage la formalisation de cette attribution de bâtiment. On recommande aussi l'attribution de bâtiment administratif pour la direction régionale de Ndzouani de l'UGP-FSS.

13. **Sous-composante 3.2 : Gestion de projet, suivi évaluation, digitalisation, etc³.**

- **MIS-Digitalisation :** Le projet a créé au sein de sa structure le « Département Digitalisation, Registre Social et Innovation, marquant la volonté pour une bonne gouvernance, une meilleure efficacité et une modernisation des activités. Les recrutements des stagiaires dans ce département sont en cours. Actuellement, le Projet constitue une référence en matière de digitalisation non seulement aux Comores, mais également au niveau international comme le « Geo-Enabling for Monitoring and Supervision (GEMS) » du groupe de la Banque Mondiale. La mission a recommandé d'étendre la digitalisation dans le domaine de la gestion et l'évaluation des performances du personnel du projet, la communication interne et externe. L'extension des modules dans le MIS atteint un taux de réalisation de 80%. La formation continue et le renforcement de capacité du personnel du projet seront également poursuivis et renforcés. Il a été recommandé également de poursuivre sur l'amélioration des compétences du personnel dans le domaine de traitement et analyses des données.

- **Suivi-évaluation :** Dans le cadre du dispositif de suivi-évaluation des activités ARIEP/ACTR, la réalisation de l'enquête sur la situation de référence (baseline) est en cours. Les statisticiens sont recrutés et vont assurer la supervision de la collecte de données, le traitement et analyses des données et la rédaction du rapport. La mission recommande d'intégrer les questions sur l'évaluation de qualité des activités ARIEP dans les suivis périodiques. Le dispositif de suivi-évaluation des activités dans le cadre du Développement de la Petite Enfance est en cours de préparation. La mission propose également la mise en place d'une « Enquête innovante » mobilisant le support « téléphonie mobile » pour le suivi permanent des activités, la transmission des instructions, l'identification à temps réels des chocs subis par les bénéficiaires et l'analyse des perceptions des bénéficiaires sur des thèmes d'actualité.

- **Calendrier de paiement :** le calendrier de prochain paiement sera fixé en fonction de l'apurement des comptes relatifs aux agences de paiement. Pour avancer, le projet partager régulièrement la situation de ces comptes.

- **Evaluation de performance de l'équipe technique PFSS-RRC :** L'équipe technique du projet contribue quotidiennement à l'atteinte des objectifs, chaque acteur ayant des tâches et des indicateurs de performance spécifiques. Certaines tâches sont également interdépendantes, avec des objectifs convergents au niveau national et régional. Un outil de planification opérationnelle, de suivi et d'évaluation est en cours de finalisation et sera opérationnel d'ici fin 2024. Les résultats seront vérifiés grâce à des données digitales et une plateforme numérique d'archivage. Ce modèle permettra, à terme, d'étendre l'évaluation à l'ensemble des ressources humaines du projet.

- **Logistique :** La mission a recommandé (a) l'acquisition de matériels adaptés aux besoins de l'équipe communication, de l'équipe digitalisation et de l'équipe fiduciaire : ordinateurs, écrans, imprimantes, etc. (b) l'allocation d'un espace sécurisé pour les équipes fiduciaires y compris les archives et dossiers fiduciaires.

D. **GESTION FINANCIERE**

14. **Décaissement :** Le taux de décaissement selon Client Connection en date du 29 octobre 2024 est de 66.4%. Le projet décaisse régulièrement sur la base de rapport de suivi financier et des prévisions de 6 mois. Le dernier approvisionnement date du 26 juin 2024, un paiement direct est effectué le 17 septembre 2024.

15. **Notation de la performance en gestion financière :** La performance en gestion financière est notée moyennement satisfaisante du fait : (i) des retards récurrents constatés dans la transmission des rapports de suivi financier depuis le 4ème trimestre de 2023 et les révisions requises pour la validation de ces rapports, (ii) les faiblesses dans la gestion des contrats des agences de paiement pour un montant de 3,3 millions USD, dont 706 KUSD remontent à plus de trois (3) mois. La comptabilité est néanmoins à jour au moment de l'intervention. Tous les postes du département administratif et financier sont pourvus. La revue des transactions a également permis de constater que les dépenses sont suffisamment documentées. Le premier rapport d'audit couvrant l'exercice clos le 31 décembre 2023 a été reçu dans les délais. L'auditeur externe a émis une opinion sans réserve et a émis des recommandations

³ Les détails sur la communication, digitalisation et suivi évaluation sont en annexe.

pour redresser certains manquements notés dans l'application des procédures de passation de marchés. La mission souligne la nécessité de renforcer le suivi des contrats avec les agences de paiement, particulièrement en matière de rapportage, ceci afin d'assurer la fluidité des justifications des transferts de fonds. Le solde des avances non documentées au niveau des agences de paiements au 30 septembre 2024 est de 3,3 millions de USD soit 31% des montants virés, dont 706KUSD datent de plus de trois (3) mois et avec des transferts effectués depuis août 2023. Les agences de paiements les plus significatifs sont TELCO et SANDUK pour des soldes respectifs de 375 KUSD et 2,79 millions USD. Pour limiter le risque fiduciaire lié à ces avances non documentées, plus de rigueur s'impose dans la planification des activités et des transferts y afférents. La mission recommande au Projet de considérer ce qui suit : (i) les transferts vers les agences de paiement ne doivent pas se faire 10 jours avant la date prévue de paiement vers les bénéficiaires, (ii) les rapports doivent au plus tard parvenir à l'UGP dans les 15 jours qui suivent les paiements et (iii) les reliquats non utilisés doivent être restitués dans le compte du projet dans les 10 jours qui suivent le dernier paiement. Ces mesures devront être mises en place dans les 3 mois à venir. Compte tenu du risque lié à ces activités de transferts monétaires, l'auditeur interne considérera la revue du système de paiement dans son plan d'audit. Il est recommandé au projet de procéder à l'évaluation de la performance des agences de paiements ainsi que la conformité aux termes du contrat dans l'exécution.

16. Budget : L'enveloppe du financement d'un montant de 30 millions USD est engagé à 64% (11 millions) et exécuté à 37% (11 millions) au 30 septembre 2024.

Le PTBA 2024 s'élève à 14.658 millions USD est engagé à 53% et exécuté à 42% au 30 septembre 2024. Le suivi budgétaire est fait de façon satisfaisante à travers le logiciel comptable du projet. Par ailleurs, la mission rappelle que le PTBA 2025 devra être transmis à la Banque au plus tard le 30 novembre 2024, après la validation par le Comité de pilotage.

E. PASSATION DE MARCHES

17. La mission a noté que (i) L'équipe est conforme aux précédentes convenances entre les différentes parties prenantes: (i) Un RPM, un APM et deux stagiaires ; (ii) Le site web du projet est correctement fonctionnel et il suffit d'y ajouter des compteurs de téléchargement et de vues ; (iii) La mise en concurrence au sein du projet s'est améliorée depuis l'utilisation systématique du site web pour la publication des appels à concurrence ; (iv) Malgré le caractère temporaire du bureau actuel du projet, les archives sont sécurisées dans un endroit fermé. **Concernant l'utilisation STEP :** l'UGP est invité à mettre à jour les documentations sous STEP. De ce qui précède, la performance du projet est jugée satisfaisante. Par ailleurs, **il a été confirmé auprès du Projet que :** (i) les revues applicables en passation de marchés sont celles de la Banque uniquement (à posteriori et à priori) comme prévu dans les accords de financement ; (ii) un Avis Général de Passation de Marchés (AGPM) est établi pour tous les marchés financés par la Banque, qui devraient faire intervenir un appel d'offres international ouvert.

F. GESTION DES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX

18. La performance environnementale du projet est jugée satisfaisante. En effet, toutes les recommandations dans le dernier aide-mémoire ont été réalisées, le rapport de performance E&S a été soumis à temps et le plan d'actions correspondant aux activités de gestion des risques E&S soumis à la Banque. Outre les Spécialistes E&S principaux, les Assistants Spécialistes E&S au niveau des bureaux Régionaux ont été recrutés et sont désormais opérationnels, les instruments E&S sont préparés et validés avant la mise en œuvre des activités. Outre les discussions sur les volets E&S, la mission a été mise à profit pour parler des activités techniques en cours et en préparation et ce, en vue de préparer préalablement les outils de gestion des risques E&S y afférents. Compte tenu des ressemblances entre les différentes activités, il a été convenu lors de la mission que des instruments-types avec des prescriptions E&S standards seront élaborés et à faire valider par la Banque, Ils serviront de base pour les activités de même type à conduire. Les activités spécifiques et les sites sensibles et/ou à caractéristiques particuliers feront l'objet d'instruments spécifiques qui restent à élaborer et à faire valider en conséquence. Une liste des activités concernées par de tels outils, avec les détails sur la situation de mise en œuvre y compris les différentes échéances y afférentes ainsi que leurs bénéficiaires est à tenir à jour en permanence et à envoyer périodiquement pour information à la Banque. Le plan de formation et de renforcement de capacité est à élaborer, conformément aux dispositions du Plan d'Engagement Environnemental et Social (PEES). Aucun accident ni incident n'a été reporté à ce jour. La performance sociale du projet est jugée satisfaisante :

Gestion des plaintes : Selon les informations fournies par l'UGP, toutes les 6698 plaintes reçues ont été résolues et sont surtout de type 1 : "Les plaintes liées à l'établissement des listes de bénéficiaires" et de Type 2 : "Les plaintes liées aux paiements". Et à la suite de la formation de l'équipe régionale en manipulation KOBO, 90% des plaintes y sont actuellement saisies.

Gestion du risque EAS/HS : La totalité des actions dans le plan ont été réalisées entre autres la signature du code de conduite par tous les travailleurs de l'UGP et de ses contractants. Toutefois, la mise à disposition d'une ligne verte comme canal inclusif n'a pas été fructueuse. Ainsi, la mission recommande la prospection d'autres canaux inclusifs. A noter qu'aucun incident EAS/HS n'a été enregistré à ce jour.

Engagement citoyen : La performance du suivi -évaluation communautaire et audience publique (SECAP) est jugée satisfaisante. En effet, le résultat de l'évaluation du respect du droit des bénéficiaires et de la transparence étant respectivement 90% et 88%, sont supérieurs à 70%.

G. SITUATION DES DERNIERES RECOMMANDATIONS

19. Le tableau de suivi des principales actions convenues au cours de la dernière mission d'appui à la mise en œuvre et leur statut actuel est en annexe 1. Les recommandations et actions convenues à l'issue de la présente mission sont données en annexe2

III. PROCHAINE MISSION DE SUPERVISION

20. La prochaine mission de supervision est planifiée durant le premier semestre 2025. La performance du Projet sera jugée sur la base des indicateurs de résultats et sur la réalisation des actions convenues.

Annexe 1 : Suivi des recommandations de la dernière mission

Actions convenues à entreprendre pour résoudre les problèmes critiques, le cas échéant.	Partie responsable	Calendrier	Etat d'avancement
TRANSFERTS MONETAIRES SOCIAUX			
Intégrer les dates de paiement des trois tranches de chaque bénéficiaire dans le MIS	Dep. Digitalisation	Mi juillet 2024	En attente des rapports des AGP pour la 2eme tranche.
Etablir les leçons apprises	DNSESI	Mi juillet 2024	Réalisé
ACTIVITES DE RESILIENCE ET D'INCLUSION PRODUCTIVE (ARIEP)			
Actualisation du planning ARIEP	DPO, Resp ARIEP, DRs		Effectué
Finalisation des modules de formation en technique de production ARIEP	DPO, Resp ARIEP,	30 avril 2024	Effectué
Formation des AGEX sur le profilage et le plan de résilience	DPO, Resp ARIEP,	30 avril 2024	Effectué
Profilage, orientation et élaboration des plans de résilience	DPO, Resp ARIEP,	Fin mai 2024	Effectué
ACTIVITES DE RELEVEMENT SOCIAUX ECONOMIQUES (FONDS DE SORTIE)			
Réalisation de vidéo de témoignage des bénéficiaires des ARSE et FS	DNSESI, DPO	30 Juin 2024	Réalisé : Les vidéos réalisées et le montage en cours
Actualisation des données des bénéficiaires dans le MIS	DNSESI, DPO	31 Décembre 2024	En continu
ARGENT CONTRE TRAVAIL RESILIENT			
Réviser le Manuel en cohérence avec le chronogramme	DPO	Fin mai 2024	Réalisé
Actualisation du Budget (Calcul rémunérations des AGEX et budget MACC à corriger si nécessaire)	DPO	Fin mai 2024	Réalisé
MESURES D'ACCOMPAGNEMENT			
Finaliser les documents et partager la version finale (Vague 2 modules de formation)	RMACC	Fin mai 2024	Une partie réalisée- en cours de finalisation pour le reste
Actualiser et partager le planning global MACC (ARIEP et ACTR)	RMACC	Mi-juin 2024	Effectué
Décider pour le choix d'aménagement des EBE et fixer les dates d'exécution pour avoir les espaces physiques disponibles assez tôt pour la réalisation des activités MACC	RMACC	Fin mai 2024	Fin novembre
GUIDE DE COLLABORATION			
Finalisation et validation par le Ministère et le Commissariat du guide de collaboration entre UGP-FSS et autres entités.	Coordonnateur	Mi-juin 2024	Réalisé
COMMUNICATION			
Formation des équipes et des médias	CN, DNSESI	Fin mai 2024	Réalisé à MWL NGZ pour NDZ prévu la semaine du 18 novembre
Conception de documents pour la presse	CN, DNSESI	Fin mai 2024	réalisé
Organisation d'une team building	CN, DNSESI	15 juillet 2024	Réalisé partiellement pour évaluation de la faisabilité au mois d'août 2024
Installation de panneau signalétique dans les villages ARIEP et ACTR	CN, DNSESI	Fin juillet 2024	En cours de production
Emission de valorisation TMS (TV et radio)	CN, DNSESI	15 août 2024	En cours de preparation

Réalisation d'un documentaire / Clôture de la composante TMS	CN, DNSESI	30 septembre 2024	En cours de préparation
Réalisation de témoignages des bénéficiaires ARIEP	CN, DNSESI	15 septembre 2024	En attente du démarrage effectif des activités
Cartographie des villages bénéficiaires ARIEP, ACTR	CN, DNSESI	30 octobre 2024	Voir la faisabilité avec le système
Vidéos de valorisation	CN, DNSESI	Fin octobre 2024	Les autres vidéos en cours de montage
SUIVI ET EVALUATION			
Recrutement des consultants pour l'enquête Baseline	CN, DNSESI, DNAFP	Mi-mai 2024	Réalisé
Finalisation des documents d'enquête	DNSESI, Consultants	Fin mai 2024	Réalisé
Collecte de données Baseline	DNSESI, consultants	Début juin 2024	Démarrage prévu le 02 nov
MIS			
Finalisation des extensions des modules	Resp. Digitalisation, DPO,	Fin-mai 2024	Réalisé
Carte digitale infalsifiable	Resp. Digitalisation, DNSESI	Mi-mai 2024	La formation se réalise au fur et à mesure
Formation du personnel sur le MIS	Resp. Digitalisation, DNSESI	Mi-juin 2024	Réalisé
REGISTRE SOCIAL			
Création de l'identification unique	Resp. Digitalisation./CNPSPPG	Fin-mai 2024	Réalisé
Finalisation de l'application RSU	Resp. Digitalisation/CNPSPPG	Juillet 2024	Le développement est réalisé et une présentation fait au bureau
GESTION FINANCIERE			
Présenter les coûts dans le budget global du projet distinctement (rémunération AGEX, MACC, AGEP, transfert bénéficiaires...) pour chaque composante pour avoir le ratio par rapport au nombre de bénéficiaires	DNAFP	30 avril 2024	Réalisé
GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE			
Soumission du rapport de performance environnementale et sociale (situation mars 2024)	UGP	Mi-mai 2024	Réalisé
Soumission des instruments ES mis à jour à la Banque avec un tableau comparatif des changements	UGP	Mi-mai 2024	Réalisé
Remise d'un Plan d'Actions E&S correspondant aux différentes activités prévues	UGP	Mi-mai 2024	Réalisé
Appui de l'équipe régionale en matière de manipulation du Kobo et de rédaction du rapport mensuel	UGP national	Fin mai 2024	Réalisé
Mise à disposition d'une ligne verte pour un canal EAS/HS inclusif	UGP	Fin mai 2024	En cours : des lettres de relance ont été envoyés aux différents départements concernés

Annexe 2 : Recommandations

Rubrique	Actions convenues à entreprendre pour résoudre les problèmes critiques, le cas échéant.	Partie responsable	Calendrier
TRANSFERTS MONETAIRES SOCIAUX (TMS)	Mise à jour des outils et manuel réponse court terme et réponses crises	DNSESI	Mi-Décembre 2024
ACTIVITES DE RESILIENCE ET D'INCLUSION PRODUCTIVE (ARIEP)	Actualisation des données sur les 50 ménages inaptes, régularisation des plans de résilience et plans d'encadrement	Bureaux Régionaux	Novembre 2024
	Actualisation du plan opérationnel ARIEP	Bureaux Régionaux et équipe digitalisation	Novembre 2024
	Convention avec les CRDE et/ou autres partenaires : document cadre de convention- signature-mise en application	CN-DPO	Décembre 2024
	Actualisation du manuel ARIEP	CN-DPO	Novembre 2024
	Finalisation du plan d'évaluation de qualité	CN-DPO	Décembre 2024
	Actualisation des données sur les 50 ménages inaptes, régularisation des plans de résilience et plans d'encadrement	CN-DNSESI-Spécialiste suivi-évaluation	Novembre 2024
	Déploiement des Statisticiens et enquêteurs (Baseline) sur le terrain	CN-DNSESI	Novembre 2024
	Suivis 1 et analyse des données sur les activités de Résilience des ménages	Bureaux Régionaux	Fin décembre 2024
	Suivis 2, 3	Bureaux Régionaux	Mars 2025
	Partage du rapport SECAP 2-BM	CN, DNSESI	Mi-Novembre 2024
	Réalisation du SECAP 3	Resp VBG, Bureaux Régionaux	Mars 2025
	Préparation stratégie et plan de sortie des ménages ARIEP-ACTR	DPO, RPSRCAF,	Décembre 2024
Estimation par village de la surface réhabilitée	Bureaux Régionaux	Décembre 2024	
ACTIVITES DE RELEVEMENT SOCIAUX ECONOMIQUES (FONDS DE SORTIE)	Réalisation de vidéo de témoignage des bénéficiaires des ARSE et FS	DNSESI, DPO	Fin décembre 2024
ARGENT CONTRE TRAVAIL RESILIENT (ACTR)	Estimation de la surface réhabilitée	DPO	31 décembre 2024
	Arrêter le choix des villages pilotes par île	Directions Régionales	Fin octobre 2024
	Finaliser et transmettre à la Banque les MDP pour ces villages pilotes	DPO / DR/ RNACGRES	Début novembre 2024
	Elaborer et transmettre à la BM les projets de conventions avec les partenaires (CRDE ou autres) pour les formations techniques correspondantes aux ACTR sur ces villages pilotes	DPO / DR / RNACCGRES	Mi-novembre 2024
	Classer toutes les activités ACTR par type par île - identifier les partenaires (ou responsables) qui seront chargés des formations techniques + projets de convention à établir	DPO / DR / RNACCGRES	Fin novembre 2024
MESURES D'ACCOMPAGNEMENT (MACC)	Recrutement consultant en confection de jeux et de jouets DPE	CN, DPO	Novembre 2024
	Conception des guides de formation complémentaire DPE (Tranche d'âge 0-3 ans, 3 à 6 ans)	RPSRCAF	Novembre 2024

	Actualisation du plan opérationnel et de suivis des MACC-DPE-VBG (sensibilisation-EBE-VAD-démonstration culinaire)	DPO- RPSRCAF-RARIEP-RACR-RVBG	Novembre 2024
	Formation des formateurs et ONG MACC-DPE (Projet)	RPSRCAF-Bureaux Régionaux	Janvier 2025
	Formation ML-PL-CPS sur les MACC-DPE (vague 2) -évaluation des formations	RPSRCAF-Bureaux Régionaux	Février 2025
	Identification des sites de réalisation des regroupements EBE	RPSRCAF-Bureaux Régionaux	Octobre-Novembre 2024
	Actualisation du manuel MACC-DPE	RPSRCAF	Novembre 2024
	Programme d'internalisation du manuel PFSS-RRC-MACC-VBG par Direction	CN, Directeurs Nationaux, Directeurs Régionaux	Novembre 2024
	Identification et acquisition des jeux et jouets à importer	RPSRCAF-Bureaux Régionaux	Novembre 2024
	Identification et acquisition des matériels locaux pour la confection des jeux et jouets DPE	RPSRCAF-Bureaux Régionaux-Passation de marché	Novembre 2024
	Acquisition des matériels d'aménagement EBE	RPSRCAF-Passation de marché	Janvier 2025
	Atelier national et régional sur la validation du résultat de l'évaluation des garderies communautaires	CN-Bureaux Régionaux	Décembre 2024
	Plan de mise en œuvre des garderies Communautaires (pilote et extension)	DPO- RPSRCAF-RARIEP-RACR-RVBG	Janvier 2025
	Mise en œuvre des garderies communautaires ARIEP-ACR pilote	DPO- RPSRCAF-RARIEP-RACR-RVBG	Mars 2025
	Convention de partenariat avec PTF (COMPASS, DPS, autres)	CN-DPO- RPSRCAF-Bureaux Régionaux	Novembre 2024
	Réaliser les travaux d'investigation sur la mise en place des garderies communautaires-pilotes	CN-DPO-DNSES-RPSRCAF-Bureaux Régionaux	Novembre 2024
GUIDE DE COLLABORATION	Mise à jour et diffusion du guide de collaboration entre UGP-FSS et autres entités.	Coordonnateur	Novembre 2024
COMMUNICATION	Conception et diffusion des supports audio-vidéos sur les réalisations et témoignages TMS sur media Mise en place des panneaux signalétiques ARIEP-ACR par village Cartographie des villages ARIEP-ACR	DNSESI	Fin décembre 2024
	Actualisation de plan de communication	DNSESI	Fin octobre 2024
	Production, multiplication et diffusion des supports de communication ARIEP, ACR, MACC validés	DNSESI	Fin décembre 2024
	Mise en commun des thèmes MACC, Bien être en interne au projet	DNSESI	Fin décembre 2024 (en continu)
	Renforcement de la communication des réalisations communautaires (réseaux sociaux et site web du PFSS-RRC) - commencer avec les vidéos disponibles	DNSESI	En continu
	Production de vidéos de fin de programme pour les villages ARSE	DNSESI	Fin décembre 2024 (en continu)
	Nouvelles activités :	DNSESI	Février 2025

	Conception d'histoires de succès ARIEP-ACTR pour 90 villages en collaboration avec les BR		
	Conception de supports vidéo de sensibilisation Communautaire sur PFSS-RRC-MACC ARIEP-ACTR	DNSESI	Janvier- Février 2025 (en continu-production partielle selon les priorités)
	Conception de supports de communication DPE	DNSESI	Janvier-Février 2025 (en continu-production partielle selon les priorités)
	Identification des noms en langue locale de EBE, ML et PL		Décembre 2024
SUIVI EVALUATION	Recrutement des consultants pour l'enquête Baseline	CN, DNSESI, DNAFP	Mi-mai 2024
	Finalisation des documents d'enquête	DNSESI, Consultants	Fin mai 2024
	Collecte de données Baseline	DNSESI, consultants	Début juin 2024
	Validation du canevas de planification et d'évaluation des performances de l'équipe technique PFSS-RRC (pilote-extension pour les autres postes après) Plan de vérification digitale (Kobotoolbox-MIS) et archivage (cloud) des livrables et documents de travail équipe technique	CN- DNSESI-chef de département DRSU-DPO	Fin octobre 2024
	Evaluation des performances équipes techniques Etablissement du cadre de résultat par Ile Etablissement des indicateurs spécifiques	CN- DNSESI-Chef de département DRSU-DPO	Mars 2025 Janvier 2025 Janvier 2025
MIS	Module ressources humaines et suivis des acteurs sur terrain	CN- DNSESI-chef de département DRSU-DPO	Mars 2025
	Module communication	CN- DNSESI-Chef de département DRSU-DPO	Janvier 2025
	Mise à jour site web – suivi des dossiers de passation de marché : compteurs etc,	CN- DNSESI-chef de département DRSU-DPO	Fin novembre 2024
	Digitalisation MDP, rapport des agences de paiement, etc	CN- DNSESI-Chef de département DRSU-DPO	Mars 2025
REGISTRE SOCIAL	Finalisation de l'application RSU et des différents modules	Département registre et digitalisation	Mars 2025
	Protocole d'entrée et de sortie	Département registre et digitalisation	Mars 2025
	Protocole de validation des données	Département registre et digitalisation	Mars 2025
Logistique	Renforcement des équipements de l'équipe fiduciaire, communication et digitalisation		Février 2025
Données sur les paiements	Collecte et analyse des données provenant des agences de paiement		Décembre 2025
Contrat des agences de paiements	Mise à jour des TDR et projet de contrat des agences de paiement		Décembre 2025
	Décret sur la coordination du secteur de la protection sociale		Fin novembre 2025

Renforcement de capacité institutionnelle	Mise à jour et tenu du comité de pilotage du Projet		Mi-novembre 2025
	Plan de travail 2025		Fin Nov. 2025
GESTION FINANCIERE	Présenter les coûts dans le budget global du projet distinctement (rémunération AGEX, MACC, AGEF, transfert bénéficiaires...) pour chaque composante pour avoir le ratio par rapport au nombre de bénéficiaires	DNAFP	30 avril 2024
GESTION DES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX	Une liste des activités concernées par les outils de gestion des risques E&S (PGES, prescriptions E&S, Fiches de screening...)	UGP	Décembre 2024 et trimestriellement
	Plan de formation et de renforcement de capacité est à élaborer, conformément aux dispositions du Plan d'Engagement Environnemental et Social (PEES)	UGP	Décembre 2024
	Prospection d'autres canaux VBG/EAS/HS inclusifs	UGP	Janvier 2025

Annexe 3 : CADRE DE RESULTATS DU PFSS-RRC

Enoncé de l'indicateur	Cible finale	Objectif au 31 décembre 2023	Situation 31 mars 2024	Situation 20 octobre 2024	Observations
Fournir des transferts monétaires d'urgence et améliorer la résilience des ménages vulnérables.					
Nombre de bénéficiaires des programmes de filets de sécurité sociale	200 000,00	50000	199 520	206 157	Il s'agit de nombre d'individu bénéficiaires du programme.
Femmes bénéficiaires du filet social	100 000,00	25 000,00	112 250	111 643	Il s'agit de nombre de femmes bénéficiaires dans le ménage
Fournir des transferts monétaires d'urgence					
Part des ménages vulnérables recevant des transferts monétaires sociaux en réponse à un choc (Pourcentage)	40%	10%	62,51%	64,54%	Cet indicateur est calculé sur la base des bénéficiaires enregistrés / le nombre de ménages vulnérable estimé à 63839
Part de femmes vulnérables bénéficiaires de transferts monétaires sociaux (Pourcentage)	40%	10%	49,7%	51,37%	Cet indicateur est calculé sur la base nombre de femme réceptrice / le nombre de ménages vulnérables estimés à 63839
Améliorer la résilience des ménages					
Part des bénéficiaires ayant démarré leur activité à la fin du programme d'opportunités économiques (Pourcentage)	50%	10	NA	NA	
Part des femmes bénéficiaires qui ont démarré leurs activités à la fin du programme (Pourcentage)	65%	20	NA	NA	
Indicateurs de résultats intermédiaires par Composante					
Assurer une réponse immédiate aux chocs					
Ménages bénéficiant de transferts monétaires sociaux en réponse à un choc (Nombre)	33 000,00	10 000,00	39 904	41 203	Il s'agit des ménages bénéficiaires reçu le transfert de la composante 1 dont 1309 ménages bénéficiaires liés aux inondations
Proportion de femmes bénéficiaires de transferts sociaux monétaires en réponse à un choc	50	50	80%	80%	Soit 32801 ménages dirigées par des femmes dont 915 des ménages bénéficiaires liés aux inondations

Créer des opportunités économiques					
Ménages bénéficiaires du programme d'activités génératrices de revenus pour les moyens de subsistance ayant lancé leurs activités (Nombre)	10 000,00	3 000,00	NA	NA	Le démarrage effectif des activités prévu le mois de novembre
Femmes bénéficiaires du programme Activités Génératrices de Revenus pour les moyens de subsistance ayant lancé leurs activités (Pourcentage)	65%	50	NA	NA	Idem que l'observation précédent
Ménages bénéficiaires du programme argent-contre-travail pour la résilience (Nombre)	5 000,00	2 000,00	NA	NA	Idem que l'observation précédent
Femmes bénéficiaires du programme argent-contre-travail pour la résilience (Pourcentage)	65%	50	NA	NA	Idem que l'observation précédent
Personne/jours d'emploi créés (Nombre)	300 000,00	50 000,00	NA	NA	Idem que l'observation précédent
Ménages bénéficiaires participant à la formation technique (Nombre)	10 000,00	2 000,00	NA	13 444	Il s'agit de nombre ménages apte
Femme ayant bénéficié d'une formation technique (Pourcentage)	65	10	NA	82%	Soit 10 916 femmes bénéficiaires
Pourcentage de ménages bénéficiaires du programme d'activités argent-contre-travail utilisant de l'engrais biologique (Pourcentage)	60	30	NA	NA	Idem que l'observation précédent
Mères leaders élues et formées (Nombre)	200	50	NA	NA	
Jeunes (18-34 ans) bénéficiaires des interventions sur la résilience et les opportunités économiques (Nombre)	7 000,00	3 000,00	NA	24 260	
Superficie (re)boisée ou réhabilitée à travers des activités argent-contre-travail pour la résilience (Hectare [Ha])	150	20	NA	NA	
Ménages bénéficiaires recevant des mesures d'accompagnement relatives au capital humain (Nombre)	12 000,00	5 000,00	43 021	42 021	
Ménages ayant bénéficié d'une formation sur le maraîchage (Nombre)	7 000,00	1 000,00	NA	NA	
Renforcement de la coordination des filets de sécurité, de la gestion de projet, du suivi et de l'évaluation					
Cadre institutionnel : nombre de ménages inscrits au registre des bénéficiaires (Nombre)	40 000,00	25 000,00	NA	NA	
Pourcentage de plaintes reçues et résolues dans un délai de 18 jours (pourcentage)	90%	50%	100%	99,96%	Toutes les plaintes enregistrées sont traitées dans le délai soit 6607/6610 plaintes enregistrés et traitées.
Nombre de rapports périodiques sur le Mécanisme de traitement des plaintes (Nombre)	4	1	2	3	

Nombre de feedback des bénéficiaires en rapport au projet (Nombre)	4	1	1	2	
Audits opérationnels mis en œuvre (nombre) (Nombre)	3		1	NA	
Coûts de fonctionnement du projet (Pourcentage)	15	20		12% ⁴	
Bénéficiaires recevant leurs paiements par argent mobile (nombre)	10 000,00	2 000,00	39 904	41 203	

USAGE PUBLIC

⁴ Situation au 31 aout 2024

Annexe 4 : Liste des personnes rencontrées

	Nom et prénoms	Fonction
1	Mr Nour El Fath Azali	Secrétaire Général du Gouvernement (SGG)
2	Mr El-Aziz Ben Ahmed	Chef de Pôle au sein du SGG
3	Mr Nassuha Oussene Salim	Ministre de la Santé et de la Protection Sociale (MSPS)
4	Dr Ben Imani Issa	Secrétaire Général du MSPS
5	Dr Ridhoine Mohamed	Inspecteur général de la santé
6	Mr Hamidou Bounou Said	SP- Observatoire des Ressources humaines
7	Mr Idrisse Ali	Directeur national de la solidarité et de la protection sociale
8	Ben Attoumane Hamza	Directeur de cabinet du ministre de la santé
9	Mr Mahamoud Maoulida	GRH/Ministère de la santé
10	Sitti Fanyat Abdou Said	Nutritionniste au DSF
11	Allaouia Chehani	Sécurité Alimentaire au CRCO
12	Fahad Lahadji	PAAMG
13	Allawui Sohib Achirafi	DNS/MPGSI
14	Mr Abdou Hamidane	DEX-URSA
15	Mr Soilihi Hamadi Ali	Responsable Financier/ Huri Money
16	Dramane Mohamed	Chef de service technique
17	Mr Mohamed Salim	BDC
18	Mr Redha Abdoullahi	Chef de projet MFS/Telco Money
UGP PFSS-RR		
19	Mr Ibrahima AHAMADA	Coordonnateur national
20	Mr Ombadi Ousseni	Directeur national administration, finances et planification
21	Mr Abdoul-latuf Abdallah	Directeur Principal des Opérations
22	Mr Mohamed Bahtine El Maarouf	Directeur national suivi évaluation et du système d'information
23	Mr Amri Salim	Directeur régional, Ndzouani
24	Mr Bendjedid Mohamed	Directeur régional, Mwali
25	Mr Kamardine Youssouf	Chef de département digitalisation, administration réseaux et système d'information
26	Mr Taoufik Aboubacar	Responsable en communication
27	Mr Chakira Ahmed	Assistant administration réseaux, digitalisation et système d'information
28	Mr Amdjad Ben Inoussa	Responsable de la passation des marchés
29	Mr Abdoul-el-Anfour Abdou Mboreha	Assistant en passation des marchés
30	Mr Arifouddine Ahmed	Responsable national chargé de VBG, sauvegarde sociale et gouvernance citoyenne
31	Mr Moussa Abdourazak	Responsable national des activités de résilience, inclusions économiques et productives
32	Mr Ahmed Maoulida Soilihi	Responsable national des activités communautaires et gestion des risques environnementaux
33	Mme Rahada Abdillahi Aboubacar	Responsable national des programmes de sortie, renforcement de capital humain et autonomisation des femmes
34	Mr Thaoubane Mradabi	Comptable national
35	Mme Moinafatima Abdallah	Comptable au bureau Régional NGZ
36	Mme Choudjay Mohamed	Assistant en passation des marchés NGZ
37	Mr Kassim Youssouf	Responsable technique des activités communautaires et chargé de la sauvegarde environnementale NGZ
38	Mr Djibaba Nassurdine	Responsable technique des activités de résilience, inclusions économiques et productives NGZ
39	Mme Kamaria Hassani	Responsable technique du programme de sortie, renforcement du capital humain et autonomisation des femmes. NGZ
40	Mme Sidi Mohamed Idarousse	Analyste réseaux, digitalisation et système d'informations, suivi évaluation NGZ
41	Mme Faharya Djahe	Assistant sauvegarde sociale, vbg, gouvernance citoyenne et suivi des processus NGZ

Annexe 5 : Notes techniques additionnelles : Rapport de mission d'appui aux activités de Développement de la Petite Enfance et de garderies communautaires (du 13 au 23 octobre 2024)

a. Perspectives avant décembre 2024/juin 2025 : La mission a décidé d'intensifier l'accompagnement et la supervision des interventions communautaires, en prévoyant l'acquisition d'équipements nécessaires dès cette année 2024, avec le reste à livrer au premier trimestre 2025. Il a également été convenu de ne pas séparer les préparations des activités ARIEP et ACTR pour améliorer la qualité des interventions, étant donné que les villages de mise en œuvre sont souvent proches et convergents dans certaines zones. Par ailleurs, les aspects de Violence Basée sur le Genre (VBG) ainsi que les sauvegardes sociales et environnementales devront progresser au même rythme que les ARIEP et ACTR, afin d'assurer l'intégrité des interventions et leur transversalité à tous les niveaux, ce qui contribuera à renforcer la qualité des impacts du projet.

- b. Les améliorations ARIEP : Les améliorations mises en place dans les activités ARIEP sont les suivantes :
- Digitalisation des PL et suivis
 - Démonstration pratique
 - Partenariat avec les CRDE et autres

Encadrement technique renforcé

c. Planning opérationnel ARIEP :

	2024												2025											
	Octobre				Novembre				Décembre				Janvier				Février				Mars			
	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4
<u>Finalisation du paiement de la 2ème tranche</u>																								
<u>Formation technique pratique de mise en place d'une parcelle de démonstration</u>																								
DEMARRAGE DES ARIEP																								
<u>Formation des AGEX sur suivi N°1</u>																								
<u>Suivi technique des ARIEP n°1</u>																								
<u>Evaluation de la qualité de mise en œuvre des ARIEP</u>																								
<u>Suivi technique des ARIEP N°2</u>																								
<u>Formation des AGEX sur suivi N°2</u>																								

Sous-composante 2.2 : Argent Contre Travail Résilient (ACTR) : Les différents types d'activités identifiées et retenues à réaliser pour chaque village ont été partagés par l'équipe du Projet fin septembre. Il s'agit en grande majorité d'activités productives agricoles (cultures vivrières ou maraîchères), de travaux environnementaux de type aménagement antiérosif ou aménagement et reboisement de bassin versant, traitement de déchets, etc... Suite à la validation de ces activités et des sites ACTR pour chaque village, l'équipe du Projet a élaboré et soumis à la Banque les fiches de filtration environnementale et sociale correspondantes. Il leur a été recommandé de regrouper par type ces fiches de filtration et d'y intégrer les prescriptions environnementales et sociales spécifiques suivant les activités,

ou sinon d'élaborer un code de bonnes pratiques comme pour ARIEP qui peut suffire par rapport aux risques identifiés. L'équipe du Projet a indiqué qu'elle est prête pour démarrer les activités vers le 10 novembre dès que les fiches de filtration environnementale et sociale seront validées, les MDP étant déjà en cours d'élaboration également. Toutefois, la planification et l'organisation pour assurer la qualité des interventions n'apparaissent pas très claires pour le moment suivant les discussions et les documents présentés, d'où il a été convenu d'avancer d'abord au niveau des villages pilotes à choisir par île et de travailler plus en détails sur l'organisation des travaux sur ces sites pilotes. Le chronogramme pour la mise en œuvre des ACTR devra encore être actualisé en tenant compte de cette première vague de villages pilotes et des autres ajustements nécessaires par rapport au dernier chronogramme révisé.

d. Note technique sur le Développement de la Petite Enfance (DPE)

La mise en œuvre des activités de Développement de la Petite Enfance dans le cadre du précédent financement P150754 a été marquée par la réalisation des activités de prise en charge des enfants. En dépit du démarrage tardif, le projet a pu enregistrer des impacts vérifiables en matière de comportement des parents au quotidien.

L'expérience de ce précédent projet a été reprise pour les activités ARIEP et vont aussi être mis en place sur ACTR. Ci-après les leçons apprises de ces interventions en DPE et qui constituent maintenant les améliorations dans ces activités DPE :

- Les espaces de bien-être ainsi que les espaces pour enfant sont organisés deux fois par mois
- La mise en place des espaces pour enfant avec des activités couvrant les quatre axes de DPE
- L'acquisition de jeux et jouets de fabrication locale
- L'organisation de concours de meilleurs espaces de bien être, de meilleures mamans, de meilleurs mères-pères leaders, de meilleurs jeux confectionnés
- Les nouvelles thématiques : éducation à l'environnement, le tontine
- La révision du plan de sortie en démarrant en parallèle aux paiements des ménages les sensibilisations sur les projets de groupe
- La mise en place des espaces physiques de bien être en fonction de l'existant
- Le reportage digital à partir de l'année 2025

e. Note technique sur le rapportage du PFSS-RRC

Les canevas de rédaction des rapports périodiques du PFSS-RRC, depuis février 2024 ont commencé à être revu après des commentaires de la Banque Mondiale et ont fait l'objet de revue en interne au projet pendant le mois de juillet et août. La mission compte finaliser et valider un canevas avec le projet au courant de cette mission.

A noter que les périodes de livraison des rapports périodiques à la Banque Mondiale ont été convenu 45 jours après chaque fin de période. Le projet s'engage à partir de maintenant à respecter ce délai. Ci-après la liste des rapports à soumettre à la Banque Mondiale.

- Rapport Semestriel : un rapport par année
- Rapport annuel
- Rapport SECAP : à chaque étape de l'activité
- Rapport sur les plaintes tous les six mois

f. Composante 3 :

Sous Composante 3.1 :

Renforcement de capacité du Commissariat en charge de la Protection Sociale : La politique nationale de protection sociale a été élaborée il y a une dizaine d'années et ne tient pas compte des évolutions du secteur aux Comores. La mission a convenu que le Commissariat inclura dans son plan de travail l'élaboration d'une stratégie de protection sociale. En attendant, le décret pour le renforcement du rôle du Commissariat dans la coordination du secteur de protection sociale est dans sa phase de finalisation. Le décret ne prévoit aucune modification de structure : une analyse technique et organisationnelle est nécessaire si le Commissariat souhaite aller dans cette direction. Cette analyse, qui inclura aussi les besoins en ressources, sera confiée à un consultant international et sera financé dans le cadre du projet FSS-RRC dans la sous composante de renforcement de capacité institutionnelle. Cette analyse pourrait faire partie du processus d'élaboration de la stratégie nationale de protection sociale. Le manuel d'opération sur la Protection Sociale

aux Comores sera mis à jour (tenant compte du registre) et pourra être divulgué avec le lancement du registre. Le Commissariat a discuté avec la mission de la possibilité de réhabilitation de leur bâtiment afin de pouvoir abriter le registre social unique. Dans cette optique, la mission a souligné au Gouvernement l'importance de doter le Commissariat de bâtiment qui pourrait mieux convenir à son rôle et besoin. Le Gouvernement a informé la mission qu'il est déjà dans la recherche de bâtiment administratif dans ce sens y compris le bâtiment pour la Direction de Ngazidja de l'UGP-FSS.

Sous-Composante 3.2 :

(i) Structure de l'UGP-FSS : La mission a convenu qu'une évaluation/analyse des charges de travail par direction et par service sera effectuée. Ceci permettra d'examiner l'allocation optimale de personnel dans chaque direction et service. La mission a également convenu les changements suivants afin d'améliorer l'efficacité et la performance de l'UGP-FSS : (i) le directeur national des programmes filets sociaux supervisera tous les aspects techniques de l'UGP-FSS et sera nommé Directeur Principal des Opérations. (ii) la cellule Digitalisation et registre sera transformé en Département Digitalisation et Registre qui sera rattaché directement au Directeur Principal des Filets Sociaux et sera renforcé entre autres par un ou deux stagiaires selon les besoins (iii) la Direction de suivi et évaluation sera renforcée ultérieurement afin d'assurer le suivi de tous les programmes pris en charge par l'UGP-FSS, entre temps un stagiaire statisticien ou analyste pourra commencer à renforcer l'équipe pour le traitement et analyse des données (iv) ces changements seront reflétés dans le manuel administratif et financier.

(ii) Digitalisation et système d'information : La digitalisation est réalisée pour la grande partie des activités du projet. Dans ce domaine, le projet constitue une référence aux Comores. Les activités pour l'extension et l'amélioration du MIS sont réalisées à 75% avec le cabinet ASTRUM. Des améliorations seront effectuées notamment pour le module sur le paiement et la carte digitale infalsifiable. Après le transfert de compétence, le projet sera capable d'assurer la maintenance et les mises à jour du MIS. Les informations seront mobilisées pour la gestion et la communication interne. Des activités de formation seront organisées pour l'appropriation et la maîtrise de l'outil par les responsables nationaux et régionaux du projet. Le projet va mettre en place une stratégie et un plan d'action pour les traitements et analyses des données issues du MIS.

(iii) Communication : Le rapport sur la mise en œuvre de la stratégie de communication de ces six derniers mois (octobre à mars) a mis en évidence une avancée notable, notamment au niveau de la communication digitale laquelle participe à la visibilité du projet. La diversité des contenus et la régularité dans l'alimentation de la page font la force de la page Facebook du projet. La communication médiatique reste cependant à renforcer car les contenus médiatiques produits sont en déclin. La communication interne est aussi à renforcer pour favoriser la compréhension et l'appropriation du projet par le personnel. Le plan de communication pour les trois prochains mois vise à apporter des réponses à ces problématiques évoquées : le renforcement de la communication médiatique et de la communication interne.

(iv) Suivi-Evaluation : Dans le cadre de l'évaluation des résultats et d'impact des activités du projet, la collecte sur l'enquête de référence (Baseline) sera réalisée juste avant le 2^{ème} paiement des ARIEP. Les recrutements des consultants (statisticien, informaticien, enquêteurs) sont en cours. Les collectes de données seront effectuées sous format numérique.

g. Visite des bénéficiaires des Transferts Monétaires Sociaux (TMS) et préparation des ARIEP

La mission a effectué avec l'équipe environnementale et sociale de la Banque mondiale une visite de terrain à Dimadjou Hamahamet, un village qui a bénéficié des TMS et qui figure également parmi les villages bénéficiaires d'ARIEP et ACTR (les ménages les plus vulnérables bénéficiant soit de l'une ou de l'autre activité). La mission a pu échanger avec les membres du CPS et de la Cellule de recours pour les traitements de plaintes et a noté que le mécanisme est bien rodé et approprié par ces comités. Toutes les plaintes sont enregistrées et traitées dans les délais. La population attend actuellement le démarrage des activités ARIEP qui sont en cours de préparation. La mission a pu constater sur le terrain l'utilisation des fonds TMS par une mère et sa fille déjà mariée (soit 2 ménages bénéficiaires distincts) qui ont mis en commun leurs fonds pour acheter des semences et cultiver des carottes, et qui ont ainsi pu monter un petit commerce de proximité avec les bénéfices acquis avec cette activité.

h. Argent Contre Travail Résilient (ACTR)

Les Consultants chargés de l'identification des activités à réaliser pour chaque village ACTR (soit au total 46 villages sur les 3 îles dont 22 villages bénéficiant à la fois des ACTR et des ARIEP) sont déjà recrutés et ont démarré leur mission après une réunion de prise en main avec les Responsables au sein du Projet pour bien faire comprendre l'esprit et l'objectif des activités ACTR. En effet, celles-ci sont différentes des ACT qui consistaient simplement à faire des petits travaux HIMO utiles pour la communauté et pour lesquels était versée une rémunération aux ménages. Les ACTR se rapprochent plus des ACTP déjà réalisées lors du FADC avec des améliorations visant à assurer la résilience des ménages (formations techniques et mesures d'accompagnement pour le développement du capital humain). Il a été recommandé aux Directions Régionales d'assurer un suivi rapproché et de travailler de concert avec les consultants chargés de l'identification des activités et des sites pour avoir des activités qui répondent bien à ces objectifs et des sites d'intervention appropriés pour leur mise en œuvre. Un regroupement des différents responsables techniques des ACTR, des Directeurs Régionaux et des Responsables au niveau de la Coordination nationale est aussi prévu dans les prochaines semaines pour échanger entre eux sur les modalités de mise en œuvre des ACTR, tel que défini dans le Manuel et pour partager les expériences de ceux qui ont déjà fait les ACTP et participé aux visites du FSP FID à Madagascar. L'objectif de ce regroupement est de faire en sorte que les différents Responsables comprennent bien les objectifs et les résultats attendus ainsi que les moyens pour les atteindre et se les approprient, pour leur permettre de passer les messages aux AGEX et aux bénéficiaires. Des vidéos ou des documents sur les activités ACTP (programme Filets sociaux Productifs) du FID Madagascar pourront également être recherchés et partagés.

Le concept des crèches ou garderies d'enfants a également été discuté durant la mission. Les crèches mobiles sont envisageables pour les chantiers ACTR, pour permettre aux femmes qui y travaillent de faire garder leurs enfants de bas âge. Toutefois, il a été convenu d'élargir ce concept pour la mise en place de crèches communautaires dans les villages qui bénéficient à la fois des ARIEP et ACTR pour que toutes les femmes (ménages ARIEP et ACTR) puissent être déchargées de la garde de leurs enfants et se consacrer plus librement à leurs activités productives, tout en faisant bénéficier les enfants des activités de développement de la petite enfance.

Enfin, il a été retenu pendant la mission le principe de rémunération des AGEX qui sera basé sur une durée d'intervention de 100 jours pour chaque village, dont 80 jours à 90 jours pour l'encadrement des travailleurs sur les chantiers HIMO et les jours restants répartis sur les périodes inter-cycles (suivi et encadrement ponctuel des bénéficiaires pour les travaux d'entretien et formations techniques complémentaires). Ainsi, même si les activités ACTR à réaliser ne sont pas encore actuellement définies clairement pour chaque village, la base globale pour l'intervention des AGEX est ainsi fixée et leur contrat peut être négocié et signé dans les prochaines semaines sur cette base.